



APPEL A PROJETS 2023-2027

DOTATION NOUVEL AGRICULTEUR (DNA)

Fiche Intervention correspondante	75.05 : Aide à l'installation du Nouvel Agriculteur
Indicateurs de résultats	R.37 - Croissance et emploi dans les zones rurales : Nouveaux emplois dans des projets bénéficiant d'une aide

Description du dispositif

Le secteur agricole est confronté à un enjeu majeur : assurer la souveraineté alimentaire, la viabilité et la compétitivité des exploitations tout en s'adaptant au changement climatique et la raréfaction de certaines ressources naturelles.

Le renouvellement des générations est une priorité pour l'agriculture régionale, qui est confrontée au vieillissement de la population des chefs d'exploitation (39% ont plus de 55 ans). L'âge moyen de départ des chefs d'exploitation et cotisants solidaires est en moyenne de 59 ans sur la région Occitanie. Dans les dix années à venir, près de la moitié des agriculteurs vont ainsi prendre leur retraite.

Le renouvellement des générations d'agriculteurs n'est plus assuré par les installations actuelles aidées ou non : près de 4 départs sur 10 ne sont pas remplacés en Occitanie.

En Occitanie, les 40 ans et plus représentent plus d'un tiers des installations annuelles, avec une forte proportion de femmes (51 % des installations entre 40 et 45 ans et 52 % des installations des plus de 45 ans en 2018). Dans un contexte d'allongement de la durée de la carrière professionnelle, une partie notable de porteurs de projet envisagent donc une installation agricole dans le cadre de démarches de reconversion professionnelle, fréquemment après 40 ans, et ne peuvent jusqu'à présent prétendre aux aides à l'installation pour les jeunes agriculteurs.

La Région Occitanie déploie progressivement des mesures afin d'accompagner et ancrer différents profils de nouveaux installés dans le tissu agricole actuel, notamment en termes d'âge, ouvrant **au-delà de 40 ans et plus** son accompagnement avec ce dispositif dédié aux nouveaux agriculteurs. Dans l'objectif de renforcer le renouvellement des générations afin de lutter contre l'érosion des effectifs observée au cours de la dernière décennie, ce dispositif vise à assurer l'accessibilité du plus grand nombre des projets d'installation et de la diversité des parcours, tout en consolidant les compétences et la professionnalisation des porteurs de projets non éligibles à la dotation jeune agriculteur

Cette **Dotation Nouvel Agriculteur** (DNA) pour les 40 ans et plus est adossée à l'intervention 75.05 du PSN. Elle s'articule également avec la DJA pour accompagner des profils différents en termes de diplômes, de formation ou d'atteinte du SMIC dans un délai de 5 à 6 ans. L'aide concernée est une aide au démarrage de l'activité agricole afin de sécuriser cette période critique, qui sera versée en deux fractions.

L'aide à l'installation des nouveaux agriculteurs est conditionnée au dépôt d'une étude prévisionnelle technico-économique, intégrant notamment un descriptif de la situation initiale et les étapes de développement de l'exploitation sur 4 ans, élaboré avec l'appui d'une structure labellisée par la Région Occitanie.

Pour encourager les projets répondant aux enjeux de performance écologique, économique, sociale et de création d'emploi, intégrés dans un réseau de professionnels agricoles et favorisant les installations même au-delà du cadre familial, **4 critères régionaux** de modulation ont été introduits (Projets agroécologiques, Projets collectifs et de mutualisation, Féminisation, Projets valorisant le patrimoine génétique d'Occitanie).

Les aides à l'installation des nouveaux agriculteurs s'inscrivent dans un ensemble plus large d'outils régionaux complémentaires concourant à la politique d'Installation-transmission à travers notamment :

- le soutien aux investissements (dispositif d'aides aux Investissement pour les exploitations agricoles, PASS Petits Investissements dans les exploitations agricoles, dispositifs d'aides à la plantation) ;
- les actions d'accompagnement à l'installation et à la transmissions ;
- le soutien à l'installation des jeunes agriculteurs (Dotation aux Jeunes Agriculteurs)
- l'instrument de garanties (FOSTER) qui couvre gratuitement les emprunts bancaires, permettant ainsi de faciliter l'accès au financement des nouveaux agriculteurs pour leurs besoins en trésorerie et investissements (y compris pour du matériel d'occasion) inhérents à la phase d'installation.

L'ensemble de ces aides contribuent à relever ce défi majeur du renouvellement des générations et atteindre les engagements qu'elle se fixe, la Région Occitanie propose de nouvelles orientations stratégiques qui enrichissent la **palette d'outils diversifiée**

L'obtention d'une aide dans le cadre de la DNA, dans le cas où le candidat ne répondrait pas aux conditions d'éligibilité de la DJA, n'obère pas la possibilité pour ce dernier de demander in fine la DJA, dans l'hypothèse où il remplirait plus tard les conditions d'éligibilité requises. Dans ce cas, la subvention versée dans le cadre de la DNA viendra en déduction lors du calcul du montant de la DJA.

Les bénéficiaires d'un Contrat Emploi Formation Installation (CEFI) peuvent déposer une demande de DNA deux mois avant la fin de leur stage pour pouvoir bénéficier au plus tôt d'une DNA dès leur installation effective (il n'est en revanche pas possible de cumuler une DNA et la rémunération CEFI pendant la durée de stage).

Bénéficiaires éligibles / Bénéficiaires non éligibles

Peuvent bénéficier de la dotation nouvel agriculteur (DNA) **les personnes physiques** répondant aux conditions ci-dessous :

- Répondre à la définition de « nouvel agriculteur » figurant en annexe 5
- Justifier des compétences requises :
 - Cas n°1 : Être titulaire d'un diplôme agricole au minimum de niveau 4 (Bac Professionnel, Brevet Professionnel, BTA, etc.) ;

OU

- Cas n°2 : être titulaire au moins d'un diplôme de niveau 3 agricole ou d'un diplôme de niveau 4 quelle que soit la spécialité, **ET** justifier de 10 points au moins dans la grille de validation croisée diplôme/expérience présentée en annexe 2, au dépôt de la demande.

Cette aide est réservée aux candidats inéligibles à la Dotation Jeunes Agriculteurs (DJA) au moment du dépôt de la demande, pour une ou plusieurs des raisons suivantes :

- Avoir 40 ans et plus ;
- **OU** avoir moins de 40 ans, et ne pas justifier des compétences requises définies dans les bénéficiaires éligibles de la DJA (diplômes et PPP) ;
- **OU** avoir moins de 40 ans et un prévisionnel technico-économique qui prévoit l'atteinte du SMIC par chef d'exploitation en 5^{ème} ou en 6^{ème} année (dans le cadre de la DJA le SMIC doit être atteint au plus tard en 4^{ème} année).

Sont exclues de ce dispositif :

- les installations visant majoritairement la production de produits piscicoles, aquacoles et salicoles, les installations au sein de la filière équestre (centres équestres, pension des animaux si celle-ci s'accompagne d'une mise en valeur par l'exploitant),
- les installations pour lesquelles le candidat à l'installation, au dépôt de la demande d'aides à l'installation :
 - sont affiliés à la MSA comme agriculteur à titre principal ou agriculteur à titre secondaire depuis plus de 18 mois
 - Ou a déjà perçu une partie ou la totalité d'une aide au titre de la Dotation Nouvel Agriculteur (DNA) ou d'une Dotation Jeune Agriculteur ou d'un Pass Installation volet trésorerie, sauf cas de réinstallation suite à une déchéance totale avec reversement de l'aide.

Eligibilité géographique

Les candidats éligibles sont ceux qui s'installent sur une exploitation dont le siège social se situe(ra) en Occitanie.

Conditions d'éligibilité du projet

Pour bénéficier de la dotation Nouveaux Agriculteurs, les candidats doivent répondre aux conditions cumulatives suivantes :

- Être de nationalité française, ou ressortissant d'un autre État membre de l'Union européenne, ou ressortissant de pays non-membre de l'Union Européenne en justifiant d'un titre de séjour les autorisant à travailler sur le territoire français ;
- Être âgé d'au moins 18 ans et de moins de 52 ans à la date de dépôt de la demande d'aide ;
- Fournir un diagnostic technico économique sur une période de 4 ans qui prévoit :
 - qu'au plus tard à son terme, le nouvel agriculteur soit à la tête d'une exploitation ce qui signifie :
 - être agriculteur actif,
 - Ou, dans le cas d'une installation sous forme sociétaire, être assuré au titre des activités exercées dans la société contre les accidents du travail et les maladies professionnelles sous un régime de protection sociale des personnes non salariées des professions agricoles (ATEXA)
 - ou, dans le cas particulier d'une installation en société sans associé cotisant ATEXA, détenir plus de 10 % des parts sociales de la société et relever du régime de protection sociale des salariés des professions agricoles au titre des points 8 (dirigeants salariés minoritaires en capital) et 9 (dirigeants de SAS) de l'article L722-20 du CRPM, à condition que la société exerce une activité agricole au sens du paragraphe 1 de l'article L722-1 (exploitations de culture et d'élevage) et que plus de 50% des parts sociales de la société soient détenues par des associés exploitants.
 - Une viabilité économique avec une étude technico économique prévisionnelle (annexe 1) exposant sur une période de 4 ans l'ensemble des démarches concourant à la viabilité, la vivabilité et la durabilité de son projet d'installation. Cette étude devra conclure en un projet viable de développement de l'exploitation, permettant d'envisager un revenu disponible agricole au minimum de 1 SMIC par chef d'exploitation pour une installation à titre principal ou 0,5 SMIC par chef d'exploitation pour une installation à titre secondaire, en 4^{ème} année du projet ou dans des cas exceptionnels et dûment justifiés au plus tard en 6^{ème} année (voir annexe 5).
- Pour la filière équine/asine : détenir en propriété au moins 5 animaux (animaux de plus de 6 mois) dont 3 animaux de plus de 24 mois (voir annexe 4).
- Maîtrise foncière :
 - Disposer à minima d'un commodat de 4 ans sur 75% du foncier exploité.

Pour les installations en apiculture, le foncier peut être justifié par la production d'une déclaration de détention et d'emplacement de ruches.

Conditions de soutien (montants et taux d'aide, plafonds, etc.)

Le montant des aides à l'installation ne peut excéder 100 000 euros par bénéficiaire et peut être combiné avec des instruments financiers.

L'aide est accordée sous forme d'un montant forfaitaire.

En fonction des modulations octroyées et de la localisation du projet (montagne ou hors montagne), le montant de l'aide peut varier de 4 500 € à 11 500 €.

Les montants de base sont définis comme suit :

- **Siège social de l'exploitation localisé hors zone de montagne (zone de plaine et zone défavorisée (soumises à des contraintes naturelles ou spécifiques)) : 4 500 €**
- **Siège social de l'exploitation localisé en zone de montagne : 5 500 €**

A ces montants de base, peuvent s'ajouter **4 modulations** :

- Projet mené par des cheffes d'exploitation : forfait de **1.000 €**
- Projet agroécologique : forfait de **1.000 à 2.000 €**, selon 2 niveaux d'engagement,
- Projet générateur de valeur-ajoutée : 2 forfaits **de 1.000 € cumulables**.
- Projet mettant en valeur une espèce animale inscrite au CPBR : forfait de **1.000€**

Dans le cas d'une installation à titre secondaire, les montants de base et les montants des modulations sont identiques à une installation à titre principal.

1. La déclinaison des critères de modulation s'effectue de la manière suivante : **Projet mené par des cheffes d'exploitation**

Dans le cadre de la promotion de l'égalité homme-femme, la Région Occitanie poursuit l'objectif de renforcer le taux de femmes s'installant en agriculture. Une femme porteuse d'un projet d'installation bénéficiera d'une **modulation forfaitaire de 1.000€**.

2. Projet agroécologique :

Pour bénéficier de la modulation « projet agroécologique », le candidat doit mettre en œuvre l'une des pratiques agroécologiques ci-dessous, au plus tard en 4^{ème} année de son projet :

Niveau 1 : S'installer sur une exploitation à convertir sur au moins un ou plusieurs ateliers de production en agriculture biologique ou maintenir une exploitation déjà certifiée, ou engagée, en agriculture biologique. L'engagement de niveau 1 donne droit à une modulation forfaitaire de **2.000 €**.

- **Niveau 2** : Engager la totalité de son exploitation dans une démarche certifiée Haute Valeur Environnementale de niveau III ou s'engager dans la réalisation d'un projet labellisé au titre du Label Bas Carbone, dans le cadre du dispositif national de certification par la Commission Nationale de Certification Environnementale. L'engagement de niveau 2 donne droit à une modulation forfaitaire de **1.000 €**.

Les niveaux de modulation agroécologiques ne peuvent pas se cumuler.

3. Projet générateur de valeur-ajoutée :

Les projets de mutualisation et collectifs sont les projets visant à encourager l'intégration des nouveaux agriculteurs, souvent non issus du milieu agricole, à s'impliquer dans une démarche collective facilitant leur inclusion dans le milieu agricole et territorial.

Deux sous-modulations sont proposées. Elles peuvent se cumuler. Pour bénéficier de la modulation liée au critère « valeur-ajoutée », le bénéficiaire doit s'engager dans au moins une action parmi les actions suivantes, au plus tard au terme de la 4^{ème} année de son projet :

- **Action 1 - Cuma** : possession ou acquisition de parts sociales dans une CUMA et réalisation d'un diagnostic des charges de mécanisation
- **Action 2 – Autres démarches collectives** :
 - o **Adhésion à un Signe d'identification de la Qualité et de l'Origine (SIQO)** : premier engagement, maintien ou accroissement de son engagement pour une production donnée, dans un SIQO hors AB (liste en annexe 5),
 - o **Outils collectifs** : possession ou acquisition de parts sociales dans un atelier collectif de transformation ou un point de vente collectif.

L'engagement dans une de ces deux actions donne droit à une **modulation forfaitaire de 1.000 €**. Elles peuvent se cumuler.

4. Projet valorisant le patrimoine génétique d'Occitanie

La Région Occitanie poursuit l'objectif de promouvoir la sauvegarde et la valorisation des races animales menacées d'abandon pour l'agriculture, qui constituent en même temps une richesse en termes de biodiversité domestique et la capacité d'adaptation des systèmes de production agricole aux évolutions des contextes bioclimatiques.

La mise en valeur dans un projet d'installation, de races animales inscrites au Conservatoire du Patrimoine Biologique Régional (au moins 40% de l'effectif de l'espèce donnée), au plus tard en année 3 de son projet, donnera droit à une **modulation forfaitaire de 1.000€**.

Le taux de cofinancement du FEADER est fixé à 60 %. La participation du FEADER est calculée par rapport au montant d'aide publique nationale admissible.

Sélection des projets / principes de priorisation des dossiers

Critères de sélection	Modalités du critère	Pondération
Type de projet en lien avec la nature de l'installation	Installation prévue à titre principal	30
Modulation « Projet mené par des cheffes d'exploitation »	Modulation activée	10
Modulation « Projet agroécologique » non cumulable	Niveau 1 activé – Bio	20
	<u>OU</u> Niveau 2 activé – HVE III, Label Bas Carbone	10
Modulation « Projet générateur de valeur-ajoutée » cumulable	Action 1 activée – CUMA	10
	Action 2 activée _ Adhésion à un Signe d'Identification de la Qualité et de l'Origine _ Outils collectifs	10
Modulation « valorisant le patrimoine génétique d'Occitanie »	Modulation activée	10

Note minimale : 10 points

En cas d'ex æquo, les dossiers seront alors départagés par la date de dépôt de la demande, voire la date de dépôt des documents aboutissant à la complétude du dossier s'ils ont été déposés le même jour (les dossiers déposés et, le cas échéant, complétés les premiers seront sélectionnés en priorité).

Païement

Il s'agit d'une aide au démarrage en capital (subvention), versée en 2 fractions :

- une 1^{ère} fraction (80% du montant de l'aide) sera versée sur demande du porteur de projet et sur justification du démarrage du projet.
- une 2^{ème} fraction (20% du montant de l'aide) sera versée sur demande du porteur de projet à l'issue du diagnostic technico-économique prévisionnel (à la fin de la 4^{ème} année) et après vérification de la bonne mise en œuvre du projet (modulations et respect des engagements).

Le montant de l'aide est recalculé au moment du versement du solde en fonction des modulations pour lesquelles les conditions d'attribution ont été réellement remplies.

Dans le cas où le montant de l'aide versé à l'acompte dépasserait le montant total de l'aide calculé au paiement du solde, le reversement des sommes indûment perçues pourra être demandé (montant à reverser = montant de l'acompte - montant de l'aide à payer calculé au solde).

Engagements du bénéficiaire

Engagements généraux :

- Exercer une activité professionnelle en qualité de chef d'exploitation agricole (ATP ou ATS) au plus tard au terme des 4 ans de mise en œuvre de son projet et dans tous les cas au moment du dépôt de la demande de paiement ; c'est-à-dire relever du régime de protection sociale des personnes non salariées des professions agricoles (à titre principal ou secondaire) ;
- se soumettre à tout contrôle, sur place, sur pièces, européen, national ou régional,

Pour la filière équine/asine (détail en annexe 4),

- au terme des 4 années, il faudra avoir fait naître 3 poulains/ânon

Le non-respect de certains engagements du porteur de projet peut conduire à des déchéances partielles ou totale des aides, précisées en **annexe 3**.

Modalités de l'appel à projet

Les dossiers doivent être déposés en ligne sur la plateforme dédiée EuroPAC.

Au moment du dépôt électronique, un récépissé automatique sera envoyé pour confirmer le dépôt (sans promesse d'aide).

Après vérification de la complétude du dossier, un accusé de réception de dossier sans promesse d'aide est adressé au porteur de projet.

Les dossiers complets (complet = toutes les pièces administratives présentes dans le dossier, y compris les autorisations administratives et réglementaires : permis de construire, etc.) seront instruits et notés en fonction des critères présentés dans la grille de sélection, puis classés par ordre décroissant de note et présentés par le service instructeur au comité de sélection des dossiers (Comité Régional de Programmation Interfonds).

Les dossiers qui demeurent incomplets à l'issue du délai fixé par le service instructeur sont rejetés.

Les dossiers ayant obtenu un score supérieur ou égal à la note minimum sont aidés dans la limite de l'enveloppe FEADER et des cofinanceurs affectée à la période. Le cas échéant, du financement en top up (financement national sans contrepartie FEADER) pourra s'opérer.

Les dossiers qui obtiendraient une note identique seront départagés en fonction de la note obtenue pour un ou plusieurs critères prioritaires (voir le paragraphe « sélection » ci-dessus).

Si, lors du comité de sélection, le dossier n'est pas sélectionné faute de disponibilités financières, plusieurs alternatives s'offrent au porteur de projet à condition qu'une autre période de dépôt sur l'appel à projets en cours soit prévue :

- S'il ne souhaite pas apporter des modifications, son dossier sera reporté au prochain comité de sélection.
- S'il souhaite apporter des modifications, son nouveau projet sera à redéposer lors de la période de dépôt suivante de l'appel à projet et sera réexaminé.

Les dossiers ayant obtenu un score inférieur à la note minimum sont rejetés. Le porteur de projet peut choisir de déposer un nouveau projet sur une autre période de l'appel à projets, le cas échéant.

ANNEXE 1 : Résumé du contenu attendu du diagnostic « technico-économique »

Le diagnostic technico économique, prenant en compte l'ensemble des enjeux économiques, environnementaux et sociaux comprend :

- un état de la situation initiale de l'exploitation agricole reprise ou nouvellement constituée,
- une description du projet :
 - comportant des données technico-économiques prévisionnelles démontrant l'atteinte d'un revenu agricole au moins égal au SMIC en 4^{ème} année et au plus tard en 6^{ème} année (cas exceptionnels et dûment justifiés);
 - mettant en avant les points de vigilance et les conditions de réussite du projet ainsi que son adéquation avec le projet de vie du porteur de projet ;
- les étapes et les objectifs pour le développement de l'exploitation sur 4 ans (sur 5 ans ou 6 ans pour les cas exceptionnels et dûment justifiés) ;
- calendrier de la réalisation du projet fixant la date de démarrage du projet ;
- les détails des mesures, y compris celles qui sont liées à la durabilité de l'environnement et l'efficacité des ressources, nécessaires au développement des activités de l'exploitation agricole, comme les investissements, la formation, le conseil, les pratiques agroenvironnementales envisagées, la gestion et l'organisation du travail, notamment entre d'éventuels associés et en précisant la stratégie suivie pour faire face aux pics de travail ;
- un descriptif des pratiques mises en place dans la gestion du bien-être animal ;
- la forme juridique de l'exploitation ;
- dans le cas d'une installation sous forme sociétaire, la précision du capital social détenu par le porteur de projet.

ANNEXE 2 : Grille des compétences croisée diplômes/expériences

Cette grille de validation s'applique uniquement pour le cas n°2, à savoir :

- Être titulaire au moins d'un diplôme de niveau 3 agricole ou d'un diplôme de niveau 4 quelle que soit la spécialité, **ET** justifier de 10 points au moins dans la grille de validation croisée diplôme/expérience présentée en annexe 2, au dépôt de la demande.

L'expérience sera considérée comme professionnalisante dès lors que le candidat justifie de 10 points au moins dans la grille de validation croisée diplôme/expérience présentée ci-dessous, au dépôt de la demande. L'expérience valorisée est celle ayant eu lieu au cours des trois années précédant la date de dépôt de la demande (les expériences antérieures ne sont pas prises en compte). Il est possible de cumuler des points dans une ou plusieurs des catégories d'expériences en cas d'expériences multiples.

Conditions	Niveau* ou diplôme	Points DNA
DNA : être titulaire au moins d'un diplôme de niveau 3 agricole ou d'un diplôme de niveau 4 quelle que soit la spécialité Les points des diplômes ne sont pas cumulables	Diplôme de niveau 3 agricole (CAPa)	3
	Diplôme de niveau 4 non agricole (BAC)	4
	Diplôme de niveau 5,6,7 ou 8 non agricole (BTS, Licence, Maîtrise, Master, Doctorat)	5
	Niveau 3 agricole	
	Niveau 4 non agricole	3
	Niveau 5,6,7 ou 8 non agricole	4
	Niveau 4 ou plus, agricole	8
Conditions	Situations professionnelles significatives	Points DNA
Expérience L'expérience est prise en compte dans la limite de 24 mois et devra être à minima de 9 mois consécutifs pour couvrir un cycle de production. <i>Calcul des points au prorata temporis si expérience inférieure à 24 mois.)</i>	Expérience salariée agricole**	
	• Ouvrier (selon la grille de la convention collective)**	7
	• Technicien (selon la grille de la convention collective) **	8
	• Agent de maîtrise (selon la grille de la convention collective) **	9
	• Cadre (selon la grille de la convention collective) **	10
	Expérience non salarié en tant que chef.fe d'exploitation (affilié MSA ATP ou ATS)	10
	Expérience en tant que titulaire d'un contrat d'appui au projet d'entreprise (CAPE) agricole	9
	Expérience non salariée en tant que conjoint.e collaborateur.ice / collaborateur.ice d'exploitation	8
	Expérience non salariée en tant que cotisant.e de solidarité	7
	Expérience non salariée en tant qu'aide familiale	6
	Expérience en tant que titulaire d'un contrat d'appui au projet d'entreprise (CAPE) non agricole mais en lien avec le projet d'exploitation	5
Expérience CEFI, pour une durée de 12 mois et 3 mois minimum <i>(calcul des points au prorata temporis si expérience inférieure à 12 mois)</i>	Expérience en tant que stagiaire dans le cadre d'un Contrat Emploi Formation Installation	8

*Le niveau correspond au suivi de la formation sans obtention du diplôme.

**Positionnement de votre expérience selon la grille de classification prévue par la convention collective nationale de la production agricole et CUMA, ou par la convention collective équestre, ou par la Convention d'entraînement chevaux de courses au galop.

ANNEXE 3 : sanctions en cas de non-respect des engagements

Le non-respect de certains engagements du porteur de projet peut conduire à des déchéances partielles ou totale des aides, tel que prévu ci-dessous :

Engagements	Sanctions applicables en cas de non-respect
Engagements généraux :	
Exercer une activité professionnelle en qualité de chef d'exploitation agricole (ATP ou ATS) au plus tard au terme des 4 ans de mise en œuvre de son projet et dans tous les cas au moment du dépôt de la demande de paiement ; c'est-à-dire relever du régime de protection sociale des personnes non salariées des professions agricoles (à titre principal ou secondaire) ;	Déchéance et remboursement de l'aide perçue En cas d'abandon, au cours des 4 ans de la DNA en qualité de chef d'exploitation à titre principal ou secondaire, déchéance partielle au prorata du temps passé dans ce statut (nombre de jours maximal : 1460 jours).
se soumettre à tout contrôle, sur place, sur pièces, européen, national ou régional, pendant les 4 années suivant la date de l'installation.	Déchéance totale et reversement de l'aide
<i>Pour la filière équine, asine</i>	
au terme du plan d'entreprise, il faudra avoir fait naître 3 poulains/ânes	Déchéance totale et reversement de l'aide

ANNEXE 4 : Filière équine/asine

Pour la filière équine/asine il faut détenir en propriété au moins 5 animaux (de plus de 6 mois) dont au moins 3 animaux de plus de 24 mois (les cartes d'immatriculation devront être jointes).

Le revenu disponible agricole prendra en compte les activités générées par les animaux détenus en propriété par le porteur de projet et également ceux en pension.

Les activités générant des revenus agricoles (activités équines/asines) pris en compte dans le revenu agricole :

- La vente des produits de l'élevage (vente de chevaux, de juments et de poulains issus de l'élevage, vente d'ânes, d'ânesses et d'ânon issus de l'élevage, vente de lait de juments et d'ânesses issues de l'élevage) ;
- Les activités liées à la reproduction telles que les saillies, les inséminations artificielles et les transferts d'embryons ;
- L'entraînement des chevaux de course ;
- Les activités de dressage (dans le cas particulier d'une pension, il sera pris en compte les coûts de l'activité et de la pension) ;
- Les activités de débouillage des jeunes chevaux (dans le cas particulier d'une pension, il sera pris en compte les coûts de l'activité et de la pension).

Les produits tirés des activités de diversification dans le prolongement de l'exploitation ou ayant pour support l'exploitation (par exemple la location des animaux à des fins de randonnées agritouristiques avec ou sans accompagnement etc.) sont également intégrés dans le calcul du revenu disponible agricole ; cependant, ces produits ne peuvent pas représenter plus de 50% des produits totaux de l'exploitation.

Les revenus des activités non pris en compte dans le revenu agricole :

- La pension des animaux (hors dressage et débouillage)
- Les activités de centres équestres (cours d'équitation, prise en pension) ;
- Participation à des concours ;
- L'équithérapie ;
- Activités de spectacle.

Le porteur de projet devra en outre s'engager, au terme du plan d'entreprise, à faire naître 3 poulains/ânon il devra fournir les déclarations de naissances et/ou numéro SIRE.

Dans le cas d'une exploitation individuelle, les cartes d'immatriculation des reproducteurs ou poulains/ânon doivent être au nom du Nouvel Agriculteur

Dans le cas des exploitations sociétaires, les cartes d'immatriculation des reproducteurs ou poulains/ânon peuvent être :

- au nom de la société ou du Nouvel Agriculteur ;
- au nom d'un des associés avec une convention de mise à disposition signée par le propriétaire.

ANNEXE 5 : Définitions

Nouvel agriculteur

Un nouvel agriculteur est une personne physique qui doit Être pour la première fois :

- agriculteur actif,
- Ou, dans le cas d'une installation sous forme sociétaire, être assuré au titre des activités exercées dans la société contre les accidents du travail et les maladies professionnelles sous un régime de protection sociale des personnes non salariées des professions agricoles (ATEXA) ou critère équivalent dans le Haut-Rhin, le Bas-Rhin et la Moselle, compte tenu du régime spécial en vigueur. En outre, il ne faut pas avoir fait valoir ses droits à la retraite si l'âge légal limite de la retraite à taux plein tel que défini dans le régime des salariés est dépassé.
- ou, dans le cas particulier d'une installation en société sans associé cotisant à l'ATEXA, détenir un pourcentage de parts sociales de la société qui sera défini dans la réglementation nationale, relever du régime de protection sociale des salariés des professions agricoles au titre des points 8 (dirigeants salariés minoritaires en capital) et 9 (dirigeants de SAS) de l'article L722-20 du CRPM, à condition que la société exerce une activité agricole au sens du paragraphe 1 de l'article L722-1 (exploitations de culture et d'élevage) et ne pas avoir fait valoir ses droits à la retraite si l'âge légal limite de la retraite à taux plein tel que défini dans le régime des salariés est dépassé. En ce qui concerne le critère lié l'activation des droits à retraite après l'âge légal limite de la retraite à taux plein, sa mise en œuvre sera réalisée en 2023 ou 2024 en fonction des contraintes techniques.

Revenu disponible Agricole (RDA)

Le RDA est constitué des revenus issus des activités liées à la production agricole suivantes :

- **Les activités de production primaire** : produits du sol et de l'élevage directement issus de l'exploitation, y inclus les aides PAC (dont ICHN)
- **La vente des produits transformés** sur l'exploitation et réalisés à partir de produits provenant de l'exploitation,
- **Les activités de préparation et d'entraînement des équidés domestiques** en vue de leur exploitation (les revenus non pris en compte sont détaillées en annexe 4).

Les produits tirés des activités de diversification dans le prolongement de l'exploitation ou ayant pour support l'exploitation (par exemple la location des animaux à des fins de randonnées agritouristiques avec ou sans accompagnement etc.) sont également intégrés dans le calcul du revenu disponible agricole ; cependant, ces produits ne peuvent pas représenter plus de 50% des produits totaux de l'exploitation.

Agriculteur actif

Un « agriculteur actif » est un bénéficiaire qui remplit l'une des conditions suivantes :

⇒ Une **personne physique** assurée pour son propre compte contre les accidents du travail et les maladies professionnelles sous un régime de protection sociale des personnes non salariées des professions agricoles : **ATEXA** ou critère équivalent dans le Haut-Rhin, le Bas-Rhin et la Moselle, compte tenu du régime spécial en vigueur, ou pour certaines formes d'exploitation particulières dont la liste sera précisée dans la réglementation nationale. En outre, pour une personne physique ayant dépassé l'âge légal limite de la retraite à taux plein tel que défini dans le régime des salariés, elle ne doit pas avoir fait valoir ses droits à retraite;

⇒ **Une société** dans laquelle au moins un associé respecte, au titre de son activité dans la société, les conditions fixées pour une personne physique ;

⇒ **Une société sans associé cotisant à l'ATEXA** ou critère équivalent, dès lors que : La société **exerce une activité agricole au sens du paragraphe 1** de l'article L722-1 du CRPM (exploitations de culture et d'élevage)

Le ou les dirigeants de cette société :

- relèvent du régime de protection sociale des salariés des professions agricoles au titre des points 8 (dirigeants salariés minoritaires en capital) et 9 (dirigeants de SAS) de l'article L722-20 du CRPM
- n'ont pas fait valoir leurs droits à la retraite dès lors qu'ils ont dépassé l'âge légal limite de la retraite à taux plein
- détiennent un pourcentage de parts sociales qui sera défini dans la réglementation nationale ;

SIQO : Signes d'identification de qualité et d'origine

- Appellation d'Origine Protégée (AOP),
- Indication Géographique Protégée (IGP),
- Spécialité Traditionnelle Garantie (STG),
- Label Rouge.